Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

49 | 2014

1814-1815. Expériences de la discontinuité

La Terreur blanche n'aura pas lieu : les départements de l'Ouest en 1814-1815

The White Terror will not take place: the Western départements in 1814-1815

*Es wird keinen Weißen Terror geben: Die départements in Westfrankreich 1814
und 1815*

Aurélien Lignereux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4744>

DOI : 10.4000/rh19.4744

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 37-49

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Aurélien Lignereux, « La Terreur blanche n'aura pas lieu : les départements de l'Ouest en 1814-1815 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4744> ; DOI : 10.4000/rh19.4744

Tous droits réservés

AURÉLIEN LIGNEREUX

La Terreur blanche n'aura pas lieu : les départements de l'Ouest en 1814-1815

Opposer la discipline collective de la société vendéenne, ses vertus chrétiennes et l'autorité de ses chefs au bouillonnement impétueux des passions méridionales est un lieu commun des ethnotypes politiques. Il trouve dans l'évocation comparée de l'été 1815 son point d'orgue en même temps peut-être que sa raison d'être. Avant d'être repris par l'historiographie, ce contraste a été étayé par des témoins oculaires, à l'instar de Dubois-Aymé. Fort de son expérience de directeur des Douanes à Nantes en mai 1815 puis à Marseille par suite de sa mutation en septembre 1816, ce patriote dauphinois joue de l'opposition entre une héroïque Vendée, affrontant ses ennemis bannières déployées, et une Provence souillée par des crimes sordides¹. La déconstruction de ce discours n'est plus à faire, au moins pour le Midi², car le déficit historiographique pour l'Ouest d'après 1800 fait tourner court le parallèle. En général, l'angle adopté délaisse le moment 1815 en lui-même pour rendre compte de l'absence de massacres par l'amont – la pacification napoléonienne³ – ou pour pister la caisse de résonance mémorielle des violences par l'aval⁴. C'est davantage en pays chouan que les tensions palpables en 1815 ont été explorées⁵. Voilà qui découle de la fragmentation des engagements partisans au nord de la Loire, mais qui tend aussi à conforter des images établies, distinguant le Vendéen, sublime de miséricorde la paix venue comme il l'a été d'abnégation lors des combats, et le Chouan, farouche jusqu'à en

1. Papiers de Dubois-Aymé - Politique, Bibliothèque municipale de Grenoble, R 8320.

2. *Politique et symbolique de la Restauration à la Révolution nationale. Déclinaisons méridionales*, Pierre Triomphe [dir.], *Annales du Midi*, n° 280, octobre 2012.

3. Cette pacification résoudrait un mystère car « le renversement de situation, après l'abdication de Napoléon, aurait normalement dû susciter ici une vague de violences à l'encontre des anciens révolutionnaires [...]. Rien pourtant ne se passe, à la différence du Midi [...] » (*Napoléon et les Vendéens. Journal inédit de Mercier du Rocher (1799-1816)*, La-Roche-sur-Yon, CVRH, 2004, p. 11).

4. Jean-Clément Martin, *La Vendée de la mémoire*, Paris, Le Seuil, 1989. Le chapitre II n'en offre pas moins une plongée suggestive dans « L'insoumission vendéenne, 1814-1825 ».

5. Yann Guérin, « Mémoire, mentalités et guerre civile, en Haute Bretagne de 1800 à 1848 », in Jean-Clément Martin [dir.], *La Guerre civile : entre histoire et mémoire*, Nantes, Ouest éd., 1995, p. 129-142 ; Jean-Noël Azé, *Les Blancs, les bleus et les autres... La chouannerie mayennaise et sa mémoire (1789-XX^e siècle)*, thèse de doctorat d'histoire, sous la dir. de Roger Dupuy, Université de Rennes 2, 2004.

être féroce, prospérant au contraire dans la zone grise qui sépare la paix de la guerre civile.

Énoncer d'emblée que « la Terreur blanche n'aura pas lieu » est sans doute de bonne méthode pour déchirer l'écran des représentations et des évidences rétrospectives : un pareil titre annonce que la tournure finalement pacifiée des événements n'était pas celle attendue, et que des efforts ont été consentis pour déjouer la fatalité. Mais alors comment rendre compte de ce qui n'a pas eu lieu ? N'est-ce pas rejoindre le champ périlleux des possibles non advenus, se lancer dans une histoire au conditionnel et perpétuer de la sorte les travers d'une historiographie « désespérante »⁶, déjà émaillée de tant de si, qui sont autant de soupirs : si Louis XVIII avait osé s'exiler non pas à Gand mais dans le réduit vendéen, si le duc de Bourbon ne s'était pas incliné face aux autorités bonapartistes, si les Anglais avaient débarqué de l'artillerie, si les Blancs n'avaient pas été bousculés de nuit dès le 20 mai à Aizenay, si l'arrivée d'un Prince avait galvanisé les énergies, si les chefs vendéens ne s'étaient pas divisés, si les émissaires de Fouché n'étaient pas venus amplifier la zizanie, si, à l'inverse, Napoléon avait pu compter à Waterloo sur les hommes de l'armée de la Loire, etc.

Les hypothèses travaillées par l'histoire contrefactuelle ne sont plus tant, aujourd'hui, la marque intempestive de regrets stériles et ressassés, que des outils astreignant l'historien à aller jusqu'au bout de la discipline de ses sources⁷. Sans se livrer ici au récit de ce qui n'est pas arrivé, on soulignera que les archives offrent la matière pour la chronique d'un massacre annoncé et que le dénouement déjoue les pronostics. Or c'est là un aboutissement : taraudés par tant de fâcheux souvenirs et alertés par bien des signes de mauvais augure, les protagonistes ont eu à faire preuve de volontarisme pour s'arracher au sort qui leur semblait promis. Que l'on ne s'y trompe donc pas : « la Terreur blanche n'aura pas lieu » est une expression affranchie de l'ombre de Giraudoux, délestée de toute ironie tragique. Il ne s'agit pas de pointer la vanité de tentatives qui poussent droit à la catastrophe les hommes qui font tout pour y échapper. Les craintes incantatoires et les mesures de précaution ont payé. Pour s'en convaincre, il convient de rompre avec le mode d'exposition usuel d'un état de fait – l'absence de Terreur blanche – que l'on tâche d'expliquer à partir d'une batterie de causes structurelles. Par opposition, l'idée est de saisir sur le vif le jeu croisé des dynamiques vindicatives et des mesures pacificatrices en prenant au sérieux l'horizon imaginé par les contemporains, auquel ils se préparaient et qu'ils éloignaient par là même.

*

6. Gérard Gengembre, *La Contre-révolution ou l'histoire désespérante*, Paris, Imago, 1989.

7. Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou, « Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 59-3, 2012, p. 70-95.

DE CE QUI AURAIT DÛ ARRIVER À CE QUI A EU LIEU

Appréhender comment ce qui, dans l'esprit des protagonistes, aurait pu voire dû arriver suppose de s'affranchir au préalable du décalque tenace des événements du Midi, sur deux points : la qualification et le calendrier. Premièrement, la *Terreur blanche* est l'appellation rétrospective qui s'est imposée pour cibler les violences sauvages ou légales qu'au moment des faits, en 1795 puis en 1815, on désignait plutôt sous le terme de *réaction*. Mais que l'on préfère l'une ou l'autre expression, demeure l'idée d'une violence inversée qui consacre un basculement du rapport de forces : désormais dominants dans le Midi, les Blancs font payer aux Bleus ou aux anciens Rouges les persécutions que ceux-ci leur avaient fait endurer. Si ce retournement se retrouve dans l'Ouest, les patriotes y conservent toutefois des atouts, à commencer par leur concentration urbaine, et même des fonctions et des armes qui les rendent moins vulnérables⁸, si bien qu'en vérité, ce n'est pas tant le spectre d'une Terreur blanche qu'il convient de conjurer que celui d'une nouvelle guerre civile. Deuxièmement, il ne faut pas hésiter à adopter un autre centre de gravité que l'été 1815 : dans l'Ouest, c'est dès les premiers jours de la première Restauration que la crainte de violences partisans réciproques est intensément ressentie. Les sources disponibles construisent l'idée que les conditions étaient alors réunies pour un déchaînement de vengeance. Il est vrai que le mot d'ordre gouvernemental d'oubli et d'union érigé en ligne préfectorale a sans doute conduit les autorités à pointer tout ce qui, précisément, allait à l'encontre de l'apaisement. Cependant, on ne saurait boudier l'opportunité qu'ouvre la susceptibilité d'une administration crispée, en déficit d'ancrage local, prompte à prendre ombrage de la moindre atteinte à sa dignité et à ses prérogatives, tant il est rare que les formes clandestines et populaires de vie politique soient ainsi documentées.

La rumeur et la peur comme ressorts événementiels de l'année 1814

Tout en admettant l'effet amplificateur des archives préfectorales, il apparaît que le cours qu'a pris l'année 1814 résulte d'une causalité à rebonds, à savoir qu'une rumeur porteuse d'une menace conduit en réaction à des mouvements pour y parer, et donc à une trame événementielle déroutante. « Le peuple atten[d] à peine qu'une alarme répandue à dessein soit démentie par l'événement pour se livrer à de nouvelles frayeurs quelques fois plus vives, et toujours aussi peu fondées », prévient le comte Rutty, dépêché sur place depuis le mois de mai à des fins d'apaisement⁹. Telle est la dynamique

8. L'histoire comparée des massacres rappelle qu'à l'intensité des haines suscitées par une minorité doit s'ajouter une situation de fragilité démographique, sociologique ou politique. Cf., par exemple, Robert Cribb, 'The Brief Genocide of Eurasians in Indonesia, 1945-1946', in A. Dirk Moses, *Empire, Colony Genocide. Conquest, Occupation, and Subaltern Resistance in World History*, New York, Berghahn, 2008, p. 424-439.

9. Rapport sur la situation du département de la Vendée, par le lieutenant-général en mission dans les 12 et 22^e divisions militaires, 8 septembre 1814, Arch. nat. F⁷ 7029.

qui imprime le rythme à une chronologie se confondant donc avec celle des pics rumoraux¹⁰. Née du bruit de massacres commis par une colonne incendiaire de gendarmes, de jacobins ou de Polonais, la levée de boucliers des 3-5 mai 1814, qui mobilise quelque 30 000 hommes dans un triangle Nantes-Saumur-Parthenay, en terrorise les propriétaires patriotes et y paralyse l'administration¹¹. Elle offre à cet égard un épisode matriciel dont on retrouve les mécanismes, certes très atténués, autour de Vitré (Ille-et-Vilaine) pour le 14 juillet 1814, et à Auvers-le-Hamon (Sarthe), aux alentours de Bressuire (Deux-Sèvres) ou de Montaigu (Vendée), à l'approche de la fête du roi, le 25 août suivant. La peur éprouvée par l'un ou l'autre parti lui permet de faire avancer ses pions dans le cadre d'un bras de fer où le bluff a toute sa part. Des rumeurs croisées – celle d'une proscription des patriotes, victimes d'un complot royaliste, et celle d'une conspiration ourdie contre les prêtres et les nobles – s'auto-alimentent dans les contrées où les camps en présence se jaugent avec une inquiétude mutuelle et où la peur d'être pris au dépourvu enclenche un effet d'entraînement, susceptible de déboucher sur des frictions bien réelles¹². D'autres cas de figure s'observent : la peur et l'exaspération créées par l'évolution du rapport de forces dans le Bressuirais, l'un des berceaux de la Vendée de 1793 mais désormais bien tenu par les patriotes, nourrit chez des Blancs devenus minoritaires un sentiment de menace, qu'expriment les bruits de complots visant à la mise à mort nocturne des prêtres et des nobles. La répartition des rôles se stabilise fin 1814 : que ce soit autour de Montaigu et de Saint-Fulgent en décembre ou dans l'arrondissement de Savenay à la mi-février 1815, les provocations des Blancs nourrissent les plaintes des Bleus, qui se complaisent dans une posture victimaire et loyaliste, se posant en sujets dociles persécutés par d'incontrôlables chouans. Il s'ensuit comme une forme de routine en laquelle le comte Rut y croit déceler la marque d'une tactique :

« Un assez grand nombre de patriotes et d'acquéreurs de biens nationaux établis dans cette partie, sont venus à diverses fois, se réfugier à Nantes, chassés de leurs domiciles par des bruits vraisemblablement répandus à dessein et accrédités ensuite par leurs propres frayeurs. [...] Beaucoup de gens regardaient les agitations qui en résultaient comme un simple jeu de la part des Vendéens, et un genre de tracasseries qu'ils suscitent à plaisir contre des rivaux dont ils ne cherchent point à tirer d'autres vengeance. Pour moi, je crois que sans attacher à ces faits l'idée d'un danger immédiat pour la classe d'hommes qui en est l'objet, il faut y voir un but réel, coordonné

10. François Ploux, *De bouche à oreille : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 2003.

11. Aurélien Lignereux, « La Première Restauration face à "l'inexplicable Vendée" : la levée de boucliers des 3-5 mai 1814 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 118, décembre 2011, p. 63-78.

12. Le préfet de la Vendée au directeur général de la Police générale, 13 septembre 1814, Arch. nat. F⁷ 9226.

au système au moyen duquel on espère, au défaut de lois positives qui n'ont pu être obtenues pour évincer les acquéreurs de domaines nationaux, forcer ces acquéreurs à se déposséder d'eux-mêmes¹³. »

De fait, les acquéreurs sont au cœur des rumeurs, soit comme cibles soit comme moteurs supposés, si bien que des administrateurs moins bien disposés à leur égard interprètent leurs fuites ostentatoires à Nantes comme une manifestation d'aigreur face à la dépréciation de la valeur de leurs biens et une tentative d'interpeller les autorités¹⁴.

Faire la guerre civile en s'interdisant la réactivation des déchirements passés

Ces alertes répétées maintiennent les uns et les autres sur le qui-vive. Mais elles ont aussi le mérite, à la manière d'un exercice préventif, de rôder les conduites en cas de vrai danger. Il en est ainsi à la mi-mai 1815 : très vite, les deux camps se mettent en ordre de bataille, les uns évacuant la zone insurgée, les autres mobilisant militairement les populations, ce qui épargne sans doute bien des agressions¹⁵. Ce conflit offre un cas de figure assez insolite, celui d'une guerre civile réglée, presque propre, c'est-à-dire sans autres déchaînements de violences que ceux des champs de bataille. La répugnance affichée pour les luttes fratricides joue à plein : elle ne se cantonne pas aux proclamations mais prend corps dans les pratiques des officiers. Instruits par les guerres et par les pacifications antérieures, ces derniers misent sur les retombées d'une clémence étudiée et veillent à enrayer toute radicalisation. Les appels à la sévérité que Paris finit par exiger ne sont pas entendus par Lamarque. Celui-ci entend mener la guerre à sa façon, c'est-à-dire ne faire que la guerre, sans compromettre sa stratégie par des mesures impitoyables contre les chefs nobles. Excédé par les bruits lancés contre lui, ne s'exclamera-t-il pas : « Je n'aurai jamais dû m'attendre à être accusé comme révolutionnaire, moi qui ai fait la guerre de la Vendée comme si j'eusse lu dans l'avenir¹⁶ » ? La portée de ce mot dépasse l'aveu d'avoir fait preuve de prudence pour se ménager quelque avenir pour le cas où le retour de Napoléon tournerait court ; on peut aussi y voir la déconvenue d'un homme persuadé que les événements lui ont finalement donné raison mais qu'au mépris des faits on jette en pâture à la rancœur de ceux qu'il a à la fois vaincus et épargnés. Lamarque paie surtout pour avoir acculé les généraux vendéens à signer le 26 juin avec le gouvernement impérial une paix d'autant plus

13. Le lieutenant général en mission dans les 12^e et 22^e divisions militaires au ministre de la Guerre, 6 septembre 1814, Arch. nat. F¹^{dl} Loire-inférieure 11.

14. Le préfet de la Loire-inférieure au directeur général de la Police générale, 7 janvier 1815, Arch. nat. F⁷ 9099.

15. Pour une lecture renouvelée de ce conflit, nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage : *La Guerre des Cent-Jours*, Paris, Vendémiaire, à paraître en 2015.

16. Lamarque au général Dessoles, 4 août 1815, Arch. nat. 566 AP 22.

déshonorante pour ceux-ci que, dans l'intervalle des négociations, ils avaient appris la nouvelle de Waterloo.

L'expérience du passé a pesé sur les opérations du printemps 1815 d'une façon finalement inattendue. Les figures historiques des guerres de Vendée et de la chouannerie qui, en 1815, reprennent la tête de la révolte, tels d'Autichamp, Sapinaud, Suzannet ou d'Andigné, se distinguent par leur circonspection au point d'apparaître tièdes ou lâches aux yeux de la nouvelle génération, celle des frères cadets de La Rochejaquelein ou des transfuges de la République et de l'Empire (Canuel et d'Ambrugeac). En face, leurs adversaires se montrent tout aussi soucieux de tenir la bride à leurs soldats, qu'il s'agisse des officiers supérieurs formés à la rude école de la Calabre et de la péninsule ibérique (Brayer, Bigarré, Estève, Grobon, Lamarque, Travot) ou de ceux qui ont fait les guerres de Vendée (Delaage, Grobon et Travot également). S'ils ne cessent d'invoquer leurs états de service, c'est à titre tactique et stratégique ; les violences contre les populations qui ont émaillé ces conflits au point de leur être consubstantielles sont évoquées à titre de repoussoir. Le général Delaage, qui, vingt ans plus tôt, traquait les Vendéens lors de la virée de Galerne puis dans la lutte contre Charette et Stofflet, avant de participer à l'âpre siège de Saragosse, ne s'interpose-t-il pas lorsqu'à la reprise de Thouars, des gardes nationaux exécutent les Vendéens n'ayant pu fuir¹⁷ ? Voilà de quoi contrebalancer des lectures rétrospectives aujourd'hui dominantes : si, au printemps 1815, le sang avait abondamment coulé dans l'Ouest, que n'écrirait-on pas sur la « brutalisation » des officiers passés par la Calabre et l'Espagne ou sur la radicalisation des vétérans des guerres de l'Ouest ?

Un été 1815 moins chaud que prévu

La fin des opérations militaires était attendue avec impatience mais non sans la crainte qu'elle ne soit le prélude aux représailles particulières. Or la revanche des vaincus royalistes s'est bornée à l'occupation vexatoire des villes. Si quelques morts liés à des violences partisans émaillent la sortie de guerre, ils endeuillent les deux camps ; seul le sort du général Travot, condamné dans des conditions contestables et qui finit par perdre la raison lors de sa détention, relève de la Terreur blanche. Ce constat se borne cependant à ce qui est advenu, au détriment non seulement de ce qui aurait pu être – si bien que les auteurs royalistes applaudissent la retenue des chefs bretons en position, sinon en droit, de se venger de vingt ans de persécutions¹⁸ – mais encore de ce à quoi les contemporains s'attendaient et se préparaient. L'occupation

17. « J'ai eu de la peine à sauver de la fureur des gardes nationaux vingt et quelque hommes que j'ai pris dans diverses charges », au ministre de la Guerre, 21 juin 1815, SHD, DAT, C¹⁵ 7.

18. Non seulement les spoliateurs d'hier ne sont pas dépouillés, mais des rescapés tels que Joseph et Louis Cadoudal renoncent à faire exécuter les marins qui auraient été mandatés pour assassiner des membres de leurs familles (Jérôme Delandine de Saint-Esprit, *Le Panache d'Henri IV, ou les phalanges royales en 1815*, Paris, Egron, impr. de SAR Mgr le duc d'Angoulême, mars 1817, p. 148 et 155).

prussienne attise alors l'angoisse, dont porte la trace cette lettre de l'ancien Directeur La Révellière-Lépeaux, réfugié à Paris, à un ami angevin :

« Une suite d'événements, l'invasion, la confusion, la sollicitude du présent, la sollicitude encore plus grande de l'avenir, tout nous occupe sans rien faire et sans pouvoir rien faire [...] Nous avons été forcés de quitter la campagne après avoir tenu plus longtemps que la prudence l'exigeait peut-être. [...] Les passions s'allument avec violence, la réaction menace d'exercer ses fureurs ! Tout aggrave notre triste situation. Quel sera le résultat de tout cela ? »¹⁹

Cette fuite préventive des Bleus inquiets pour leur sécurité dans les grandes villes, en un parallèle inversé de la course aux champs des propriétaires gardois²⁰, est un élément qui concourt au bilan somme toute clément de l'été 1815. D'autres facteurs ont également pesé, notamment l'enca-drement prolongé des volontaires au sein des divisions royalistes. Bien que dénoncé par des administrateurs comme un obstacle au rétablissement de la paix civile et comme une source de ruine pour les communes sommées de ravitailler de tels rassemblements, ce maintien sous les drapeaux a diminué les occasions de friction. En sens inverse, le regroupement de l'armée de la Loire et la concentration des autres forces bonapartistes en de solides garni-sons ont limité les heurts à des rixes certes spectaculaires mais vite maîtrisées. La discipline militaire et même l'abnégation ont toute leur part et jouent à tout niveau. Au bord de la mutinerie à Nantes – ville « qui allait devenir le théâtre d'incalculables malheurs » – lorsqu'ils apprennent les événements de Paris, les soldats impériaux, contenus par Lamarque, finissent par céder aux exhortations et à se résigner à la cocarde blanche. À l'annonce de leur pros-cription par l'ordonnance du 24 juillet, des généraux encore au milieu de leurs troupes, renoncent à la lutte et se démettent de leur commandement²¹. Rien n'exprime mieux la tentation de la guerre privée que l'amertume du major Baudry, en garnison à Ancenis, et membre des Chasseurs de la Ven-dée (corps constitué sur le modèle du précédent révolutionnaire, composé de Bleus ayant dû évacuer leurs propriétés et mettant au service de l'armée leur connaissance du terrain). Après des semaines d'escarmouches sur la rive droite de la Loire, Baudry se retrouve en position de vaincu, exposé aux repré-sailles de ses ennemis d'hier, d'aujourd'hui et de toujours :

19. Lettre datée du 27 août 1815, Archives départementales du Maine-et-Loire, 162 J 82.

20. Jean-Christophe Galant, « La course aux champs à Uzès d'après le journal de Siméon Abauzit, 1814-1815 », in François Pugnière [dir.], *Les Cultures politiques à Nîmes et dans le Bas-Languedoc du XVII^e siècle aux années 1970. Affrontements et dialogues*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 177-186.

21. Lamarque interprète sa proscription comme le fruit du calcul de certains, qui, ayant intérêt à la guerre civile, pariaient sur la révolte de ce général ainsi acculé (*Défense de M. le lieutenant-général Max. Lamarque, Compris dans l'Ordonnance du 24 juillet 1815*, Paris, impr. de Doublet, décembre 1815, p. 30-32).

« Les armées sous le commandement de M. de L[a]ndemont ne vivent que de réquisitions, et de réquisitions tellement arbitraires que j'ai cru devoir en écrire à M. le préfet en l'invitant à vouloir bien me faire connaître s'il existe quelque ordonnance qui autorise de pareilles spoliations, et en lui déclarant que puisque tout citoyen avait le droit de repousser la force par la force, je saurai me servir de ce moyen si cet horrible brigandage qui pèse particulièrement sur moi n'était approuvé par l'autorité.

Ces Messieurs qui ont pris tous mes bestiaux et le reste de mes récoltes l'an dernier dans le temps où nous étions divisés prennent encore celles de cette année dans un moment où réunis sous les mêmes couleurs nous n'avons qu'un seul but en servant un prince qui prêche et pardonne si généreusement le passé. Si comme ces Messieurs j'étais homme à passions, et qu'au lieu d'écouter l'intérêt général et mon devoir, je n'écoutesse que mes intérêts et mes ressentiments, déjà la guerre serait rallumée dans ce malheureux pays. Car enfin, mon général, le château de M. de L[a]ndemont n'est qu'à une lieue d'ici, et je trouverai des grains, des vins, des bestiaux, et j'ai des forces pour les enlever... Mais je suis un soldat, et soldat subordonné, et vous pouvez croire mon général, que quels que soient les excès auxquels ces Messieurs peuvent se porter envers moi, je remplirai mes devoirs »²².

Servitude et grandeur militaires... Certains des leviers à l'œuvre en 1814 jouent l'année suivante, à savoir des faits en apparence paradoxaux ou du moins déroutants, expliqués par des craintes plus ou moins fondées. L'exemple le plus fameux est celui de l'offre de services militaires proposée à Lamarque au lendemain de la paix de Cholet par les chefs vendéens pour s'opposer aux projets prêtés aux Alliés d'un démembrement de la France. Plus représentative de la méfiance et de l'angoisse partagées est la résurgence de rumeurs croisées – n'assure-t-on pas parmi les royalistes que les patriotes font fabriquer des poignards pour les assassiner et réciproquement –, d'où cet avertissement cent autres fois lancé : « Nous en sommes au point que de la première étincelle peut résulter un incendie général²³. » Il n'en a rien été.

DE CE QUI N'A PAS EU LIEU À CE QUI A ÉTÉ ENTREPRIS

Non seulement la Terreur blanche n'a pas eu lieu, mais encore il n'y a pas eu de déchaînement d'une nouvelle guerre civile. Comment rendre compte de ce non-événement ? Ne faut-il pas prendre au sérieux les efforts affichés pour brider les violences, s'astreindre à mesurer la réussite d'une politique en pointant le non-accomplissement de ce qu'elle se donnait pour but d'éviter ? Sans doute remonter le fil des archives conduit-il à se laisser guider par une forme de causalité rétrospective mais, si l'on parvient à restituer tout l'éven-

22. Le major des Chasseurs de la Vendée à Ancenis, au commandant de la 12^e division militaire, 4 août 1815, Arch. dép. Vendée, 1 J 2166.

23. Le lieutenant de la Police générale Eymard à son ministre, 2 juillet 1815, Arch. nat. F⁷ 9073.

tail des possibles du présent des décisions, alors parviendra-t-on au moins à suggérer les dynamiques qui résultent des fausses certitudes et des vraies hésitations d'alors.

L'éteignoir des passions et des procédures

C'est la réactivation des passions meurtrières de 1793-1794 qu'il importe de bloquer. Au printemps 1815, les autorités napoléoniennes rappellent aux populations tentées par la sédition les dévastations d'hier pour les mettre en garde contre les conséquences terribles d'une guerre civile, tout en clamant leur volonté d'empêcher de pareils malheurs. De fait, le soin apporté à la discipline militaire, en réponse aux demandes angoissées des autorités civiles, empêche les errements de troupes livrées à elles-mêmes et désamorce le cycle de vengeance. Cependant, la surprise ne tient pas seulement à l'absence de crimes de guerre en 1815, mais plus généralement à la rareté des règlements de comptes entre particuliers, tout au long des années 1814-1816, et ce malgré le climat pesant que crée un passé si proche et si conflictuel. Le discours officiel opère certes déjà les sélections qui assureront le sens et la pérennité de la mémoire régionale mais la vigilance est aussi de mise au quotidien pour que les souvenirs des uns ne se heurtent pas à ceux des autres. Les Blancs ne sont pas les seuls à avoir des morts à venger ; des épisodes douloureux hantent aussi les Bleus. Les colonnes infernales ont éclipsé dans l'ordre des représentations actuelles l'écho des massacres commis par les insurgés en mars 1793, longtemps entretenu par la tradition républicaine, qui a érigé Machecoul en lieu de mémoire de la sauvagerie des paysans et du sadisme des chefs nobles²⁴. Vingt ans plus tard, le ressentiment qu'inspirent ces drames n'est pas effacé, d'où les menaces que font peser les guerres privées sur l'ordre public et la paix civile.

Dans ces conditions, les autorités aiment se camper en intermédiaires entre les partis. Le préfet de la Loire-inférieure, Prosper de Barante, n'a-t-il pas raccompagné jusqu'à Legé les acquéreurs qui, affolés par la prise d'armes précédemment évoquée, avaient fui à Nantes le 5 mai 1814 ? Il avait alors présidé le pacte de sécurité noué, au terme d'un vrai rituel de paix, entre les réfugiés et les chefs de Rocheservière (Vendée)²⁵. L'action pacificatrice est généralement plus modeste au point de prendre la forme d'une passivité calculée, dictée par la sagesse commune : choisir le moindre mal pour éviter le pire, car le mieux est l'ennemi du bien. À défaut de pouvoir déraciner des haines profondes, il importe d'étouffer tout ce qui pourrait les remettre en branle. La correspondance préfectorale est remplie de tels considérants pour justifier la primauté de la pérennité de la paix civile sur l'accomplissement de

24. Jean-Clément Martin, « Histoire et polémique, le massacre de Machecoul », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 291, 1993, p. 33-60.

25. Le préfet de la Loire-inférieure au commissaire à l'Intérieur, 6 et 8 mai 1814, Arch. nat. F 1c11 Loire-inférieure, 11.

la justice. Il ne peut y avoir d'amnésie sans amnistie. User d'un pouvoir discrétionnaire pour interrompre le cours des querelles particulières et de leurs suites judiciaires trouve notamment deux champs d'application.

Premièrement, la restitution des armes enlevées à des particuliers par des insurgés. Ceux-ci se sont en effet équipés dans l'hiver 1814 en confisquant, non sans autres brimades, les fusils d'individus réputés patriotes. Avec le retour à l'ordre, ces derniers déclenchent des procédures auxquelles leurs adversaires répliquent par l'intimidation. C'est ainsi que, cité à l'audience du juge de paix pour rendre une arme dont il avait dépouillé le maire de la Chapelle-Heulin, Guibert du Loroux, un de ces chefs subalternes qui sont la bête noire des autorités eu égard à leur pouvoir de nuisance, s'y présente avec vingt hommes en armes. Effrayer le juge de paix ne lui suffit pas puisqu'il profère des menaces en guise de message aux autorités supérieures, s'écriant que ce fusil «lui avait servi et qu'il pouvait bien lui servir encore à tuer des gendarmes et des pataux [Bleus], que si on le poussait à bout, il marcherait sur Nantes à la tête de 20 000 hommes»²⁶. Encore faut-il noter que la suspension des poursuites n'est pas tant due à ce genre de provocations qu'aux mises en garde des chefs supérieurs, assurant ne pas pouvoir répondre de leurs Vendéens si ceux-ci étaient ainsi poussés à bout. Pour Frémin de Beaumont, préfet de la Vendée sous la première Restauration, concerné lui aussi par des plaintes dans l'arrondissement des Sables, la politique doit prendre le pas sur le droit car donner raison aux plaignants, n'est-ce pas rendre des armes à ces individus ralliés du bout des lèvres et faire apparaître les royalistes comme des rebelles qu'on désarme et comme des spoliateurs qu'on punit²⁷? Ce scénario se reproduit après 1815. Sitôt la Chambre introuvable dissoute, une nouvelle campagne en restitution est à l'œuvre, nécessitant de nouveau une intervention du parquet dictée par le souci de ne pas raviver les passions du passé. Sans doute la frustration des victimes est-elle forte mais elle est compensée par les mesures générales de désarmement des anciens Vendéens prises sous Decazes, qui indigneront tant Chateaubriand²⁸.

Deuxièmement, le voile jeté sur le passé s'étend aux violences contre les personnes, en une conception élastique de l'amnistie. Une affaire étouffée en 1818 permet d'en tirer les principaux fils. En procédant contre Lagniau, adjoint suspendu des Herbiers, pour son rôle dans une émeute frumentaire survenue l'année précédente, la justice en vient à s'intéresser à des faits remontant à l'été 1815 (trois assassinats lui sont imputés); des témoins sont entendus. Sapinaud, ancien chef de l'armée vendéenne du Centre, se fait l'écho de l'émoi de ses hommes, dont certains se cacheraient déjà pour ne pas être arrêtés. Le préfet de la Vendée, le comte de Kerespertz, s'immisce

26. Rapport du conseiller de préfecture administrant par intérim le département de la Loire-inférieure transmis par Beugnot au Chancelier, 13 octobre 1814, Arch. nat. F⁷ 9099.

27. Le préfet de la Vendée au directeur général de la Police générale, 10 octobre 1814, *ibidem*.

28. François-René de Chateaubriand, *De la Vendée* [septembre 1819], in *Œuvres complètes de M. le vicomte de Chateaubriand*, Bruxelles, Tencé Frères, 1828, tome III, p. 321-407.

alors dans le cours de la justice, à la fois pour des questions d'ordre public et de principe, conscient de l'effet désastreux qu'il y aurait à laisser des juges trancher sur la nature de « meurtres que les uns qualifient d'assassinats, que d'autres nomment exécutions de jugements militaires »²⁹. En accord avec le procureur, lui aussi mal à l'aise face à des investigations susceptibles de salir la mémoire de 1815, « de réveiller les haines et de renouveler de cruels souvenirs », la décision est prise de ne pas donner suite aux dénonciations. Ce choix de ne pas rendre la justice est justifié au nom de l'équité : puisque « le roi a daigné accorder une amnistie à ceux qui avaient embrassé la parti de l'usurpateur pendant les Cent-Jours », il importe pour le moins de procéder de même en faveur « de ceux qui prirent les armes pour le roi légitime, quoique cette cause si noble puisse avoir été souillée par quelques excès »³⁰. Là encore, le silence des proches des victimes pourrait interpeller si l'on ne rappelait pas le caractère intimidant des structures paramilitaires dormantes et l'ostracisme dont sont frappés des hommes trop remuants, tel que le notaire Billiaud, ancien Chasseur de la Vendée au printemps 1815, sur lequel pèse la surveillance policière et dont l'étude de Saint-Fulgent est désertée par la clientèle. Cette paralysie des poursuites ne fait d'ailleurs que perpétuer la chape de plomb imposée par Napoléon et conservée par la première Restauration.

Se satisfaire de l'entre-soi vendéen

Cette même volonté de prévenir toute confrontation susceptible de réactualiser les haines d'hier incite les autorités à favoriser non pas l'amalgame entre les Blancs et les anciens Bleus, mais l'entre-soi vendéen. Encore nombre de patriotes – l'âge ou les intérêts aidant – tâchent-ils de se réinventer un passé et de se fondre dans l'air du temps³¹. Cette attitude conciliante a pour condition le licenciement des troupes vendéennes. Pourvu que l'ordre public ne soit pas troublé, l'administration, du moins en 1816, s'accommode de la composition partisane des gardes nationales rurales et se résigne à écouter les avis voire à prendre conseil des grands chefs vendéens qui, pour la plupart, ont été investis de fonctions officielles (commissaires du Roi). Conscients qu'il n'y a pas de meilleurs informateurs pour prendre le pouls du pays ni de plus efficaces intermédiaires pour désamorcer des crises latentes, les administrateurs se consolent en voyant dans ces liens un moyen d'éviter que ce pouvoir de fait ne soit occulte et séditieux, tout en se plaignant de leur magistère d'influence concurrent. Ce rôle d'interlocuteur obligé joue pleinement dans la gestion des épurations.

Il faut aussi tenir compte de la pression de populations remontées par ce qu'elles ont perçu comme des persécutions, revanchardes parce que le

29. Le préfet de la Vendée au ministre de la Police générale, 12 avril 1818, Arch. nat. F⁷ 9252.

30. *Idem.*

31. Jean-Clément Martin, *La Vendée de la mémoire*, op. cit., p. 77.

changement de régime devrait à leurs yeux se traduire localement par celui des hommes en place, et soupçonneuses quant au présent et à l'avenir. Pour mettre fin aux frictions, des gendarmes, des percepteurs ou des douaniers sont écartés en 1814 comme en 1815-1816. Deux spécificités sont à souligner. D'une part, l'épuration régionale est plus importante, dès la première Restauration, que sur le plan national. Elle frappe notamment le personnel préfectoral, sous la poussée populaire et les intrigues des chefs. Au total, seuls Barante et Busche sont maintenus en Loire-Inférieure et dans les Deux-Sèvres, à la différence des changements qui affectent les Côtes-du-Nord, l'Ille-et-Vilaine (en janvier 1815), le Maine-et-Loire, la Mayenne, le Morbihan, la Sarthe et la Vendée, – soit deux sur neuf, à comparer aux 35 préfets restés en place (auxquels s'ajoutent sept mutations) dans les 78 autres départements. D'autre part, les fonctionnaires compromis lors des Cent-Jours sont évincés, sous la seconde Restauration, en partie au profit des combattants vendéens³².

Cette distribution de places a d'abord le sens d'une récompense. Joue également la volonté de s'appuyer sur des serviteurs royalistes, en réaction aux désillusions nées de l'abandon généralisé de mars 1815. Cette épuration-substitution permet en outre d'encadrer la démobilisation, en assurant la reconversion d'hommes dont on craint les habitudes de violence. En leur faisant intégrer des corps dont ils avaient combattu les membres, les autorités nourrissent un double espoir. D'une part, celui de faire retomber les préventions des habitants dans leur ensemble à l'égard des agents de l'État, après plus de vingt ans d'un contentieux qui a pu être terrible, de les amener ainsi à rentrer dans le rang, fût-ce sous le contrôle des leurs. D'autre part, celui d'acclimater ces petits cadres vendéens, de les convertir à l'obéissance en leur demandant de se faire obéir non plus pour leur passé clandestin mais pour leurs fonctions officielles présentes. Du reste, il s'agit d'un pis-aller. Si nombre d'administrateurs préconisaient de donner un emploi public à des combattants, c'était à condition que ces postes fussent loin de leurs paroisses. C'est l'entregent des grands chefs, sensibles aux doléances de leurs hommes voire désireux d'infiltrer les institutions en y plaçant leurs protégés, qui a abouti à cet entre-soi. En définitive, un tel recrutement a atteint ses objectifs en pacifiant l'exercice des fonctions publiques, non sans risques il est vrai : certains dossiers relatifs à des cris séditieux pointent l'excès de zèle et la susceptibilité de gendarmes ou de gardes champêtres au passé vendéen ou chouan. Pareille force publique est encline à cautionner les conceptions de leur communauté comme en témoigne sa passivité jugée coupable par Paris et par les préfetures lors des troubles frumentaires de 1816-1817 ou dans les affaires de contrebande. En ce sens, ce n'est pas en termes d'ingratitude ni même d'incompréhension qu'il faut penser le rapport de la Restauration aux

32. Aurélien Lignereux, « De la chouannerie à la gendarmerie ? Les captations partisans de la force publique dans les départements de l'Ouest (1814-1832) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 114, juin 2007, p. 109-119.

Vendéens : au contraire, les autorités en intégrant, en connaissance de cause, d'anciens combattants royalistes, ont voulu précipiter leur ralliement au système postrévolutionnaire des pouvoirs accepté par le roi lui-même – sous-estimant cependant la composante populaire du mouvement contre-révolutionnaire dans l'Ouest, et sa part d'utopie anti-étatique.

*

Au terme de cette étude, il semble donc qu'il faille modifier le titre initial en faveur d'un énoncé voisin – « la guerre civile n'aura plus lieu » –, afin de mieux identifier l'objectif fondamental des autorités successives, au vu du passé régional et des rapports de forces présents. Les exemples mobilisés auront d'ailleurs suggéré le poids des désignations car, après tout, les représailles financières qui frappent les acquéreurs et les communes patriotes sous la forme des réquisitions forcées de l'été 1815 ainsi que les quelques homicides signalés çà et là ne constituent-ils pas des manifestations d'une réaction suffisamment virulente pour mériter le terme de la Terreur blanche ? Cela serait d'autant plus envisageable qu'à ces représailles populaires – encadrées il est vrai sous une forme (para)militaire – s'ajoute le détournement partisan de la légalité. Travot est ainsi victime d'un procès inique ; la justice est tenue en bride ; des Vendéens n'ont finalement pas à répondre de leurs actes commis à l'ombre de la guerre, ni même à rendre les armes qu'ils ont confisquées. Il ne s'agit pas de juger ni ces faits ni l'attitude des autorités, mais de prendre acte de la façon dont ils ont été alors perçus. Le registre rhétorique de l'oubli a contenté, semble-t-il, les opinions car l'heure était à la crainte d'un déchaînement de violences autrement tragiques, et il ne s'est pas trouvé en tout cas de porte-parole pour dénoncer dans l'Ouest un autre théâtre de la Terreur blanche.

Aurélien Lignereux est maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble, membre de l'UMR 5190 LARHRA